



Rapport annuel **2023-2024**



BUREAU DES PRÉSIDENTS
DES CONSEILS DE DISCIPLINE

Note : Pour toutes les personnes présentant des difficultés de lecture, le présent rapport annuel est reproduit à l'annexe IV — en format accessible — du Rapport annuel de gestion 2023-2024 de l'Office des professions du Québec.

Ce dernier respecte le standard SGQRI 008-02 sur l'accessibilité d'un document téléchargeable et est publié à l'adresse suivante : www.opq.gouv.qc.ca

Monsieur Simon Jolin-Barrette
Ministre de la Justice et procureur général du Québec
Leader parlementaire du gouvernement
Ministère de la Justice du Québec
Édifce Louis-Philippe-Pigeon
1200, route de l'Église
Québec (Québec) G1V 4M1

Monsieur le Ministre,

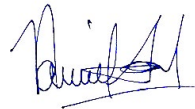
C'est avec plaisir que je vous sou mets le rapport annuel du Bureau des présidents des conseils de discipline (BPCD) pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2024.

Ce rapport présente les résultats obtenus conformément à l'article 115.8 du *Code des professions* (RLRQ, c. C-26). Il expose également les objectifs de gestion pour assurer la qualité et la célérité du traitement des plaintes et du processus décisionnel.

Une copie est annexée au rapport annuel de gestion de l'Office des professions du Québec, conformément à l'article 16.1 du *Code des professions*.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le président en chef,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Daniel Y. Lord', with a horizontal line underneath.

M^e Daniel Y. Lord



BUREAU DES PRÉSIDENTS
DES CONSEILS DE DISCIPLINE

TABLE DES MATIÈRES

Mot du président en chef	7
Déclaration de fiabilité des données	8
Vue d'ensemble du Bureau des présidents des conseils de discipline	9
Mission	9
Valeurs	9
Port d'attache	9
Organigramme au 31 mars 2024	10
Sommaire des résultats 2023-2024	11
Présentation des résultats détaillés 2023-2024	14
Plaintes	14
Auditions	19
Conférences de gestion	25
Décisions	29
Temps consacré aux instances	45
Objectifs de gestion	48



BUREAU DES PRÉSIDENTS
DES CONSEILS DE DISCIPLINE

MOT DU PRÉSIDENT EN CHEF

J'ai accepté avec enthousiasme, en juillet 2023, d'assumer la fonction de président en chef du BPCD en remplacement de ma collègue M^e Marie-Josée Corriveau, nommée sous-ministre associée aux affaires juridiques au ministère de la Justice du Québec.

Toute l'équipe du BPCD se joint à moi pour remercier Marie-Josée et souligner le travail de pionnière qu'elle a accompli lors des huit années au cours desquelles elle a dirigé avec doigté et rigueur les destinées de notre organisation.

Marie-Josée m'a légué une organisation performante et je l'en remercie.

Je me considère privilégié de pouvoir compter sur une équipe de présidentes et de présidents compétents, dévoués et motivés à contribuer au succès du BPCD.

Je tiens également à souligner le travail exceptionnel de nos adjointes et de notre juriste qui, par leur engagement et leur professionnalisme, contribuent quotidiennement à notre mission, à la fois simple et complexe, d'assurer la protection du public, laquelle prend appui sur la célérité du processus disciplinaire, la qualité des décisions rendues et leur cohérence institutionnelle.

C'est avec plaisir que je partage avec vous les résultats du BPCD pour l'exercice financier 2023-2024 explicités dans le présent document suivant les exigences du *Code des professions*.

Bonne lecture!

Le président en chef,

M^e Daniel Y. Lord

DÉCLARATION DE FIABILITÉ DES DONNÉES

L'information contenue dans ce rapport annuel relève de ma responsabilité. Celle-ci porte sur l'exactitude et la fiabilité des données.

Les résultats et les données du rapport annuel 2023-2024 du Bureau des présidents des conseils de discipline :

- décrivent fidèlement la mission, le champ de compétence et les valeurs du Bureau des présidents des conseils de discipline;
- présentent les objectifs et les résultats obtenus;
- font état des données exactes et fiables.

Je déclare que l'information et les données contenues dans le présent rapport annuel ainsi que les contrôles afférents à ces données sont fiables et correspondent à la situation telle qu'elle se présentait pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2024.

Le président en chef,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Daniel Y. Lord', with a horizontal line underneath.

M^e Daniel Y. Lord

VUE D'ENSEMBLE DU BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE

Le Bureau des présidents des conseils de discipline (BPCD), créé le 13 juillet 2015, a modifié considérablement le fonctionnement du système de justice disciplinaire.

Le BPCD est actuellement composé de 14 présidents, dont le président en chef et la présidente en chef adjointe. Ils sont nommés suivant la procédure de sélection prévue au *Règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des présidents des conseils de discipline des ordres professionnels* (RLRQ, c. C-26, r. 7.1). Leur mandat d'au plus 5 ans est renouvelable. Ils exercent leurs fonctions à temps plein sous la direction du président en chef et desservent l'ensemble des conseils de discipline des ordres professionnels.

Gestion des plaintes disciplinaires

Les plaintes reçues par les secrétaires des conseils de discipline des 46 ordres professionnels sont centralisées au BPCD qui en assure la gestion.

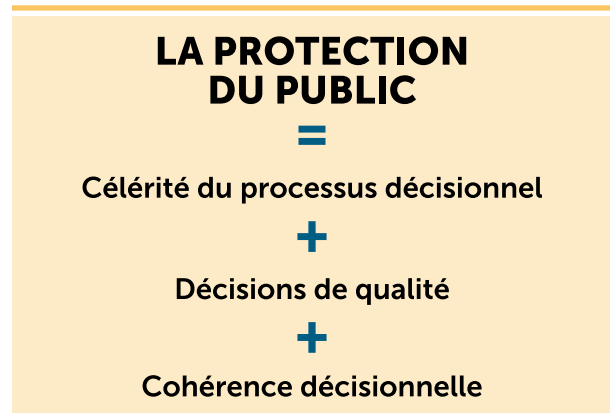
Conseils de discipline

Un conseil de discipline est constitué au sein de chaque ordre pour entendre toute plainte contre un professionnel pour une infraction au *Code des professions*, à la loi constituant l'ordre dont il est membre ou à un règlement propre à son ordre (dont le *Code de déontologie*).

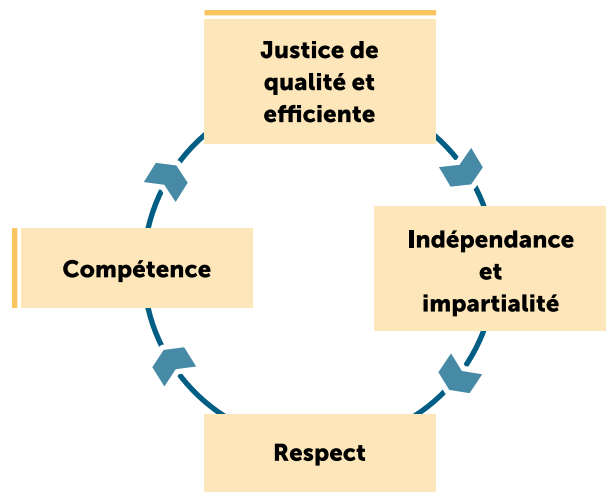
Un conseil de discipline est formé d'un président désigné par le président en chef et de deux membres choisis par le secrétaire du conseil de discipline parmi la liste établie par le Conseil d'administration de l'ordre.

Les présidents du BPCD sont appelés à siéger aux conseils de discipline de tous les ordres professionnels. Ils président les auditions et rendent les décisions de concert avec les deux autres membres du conseil de discipline.

Mission



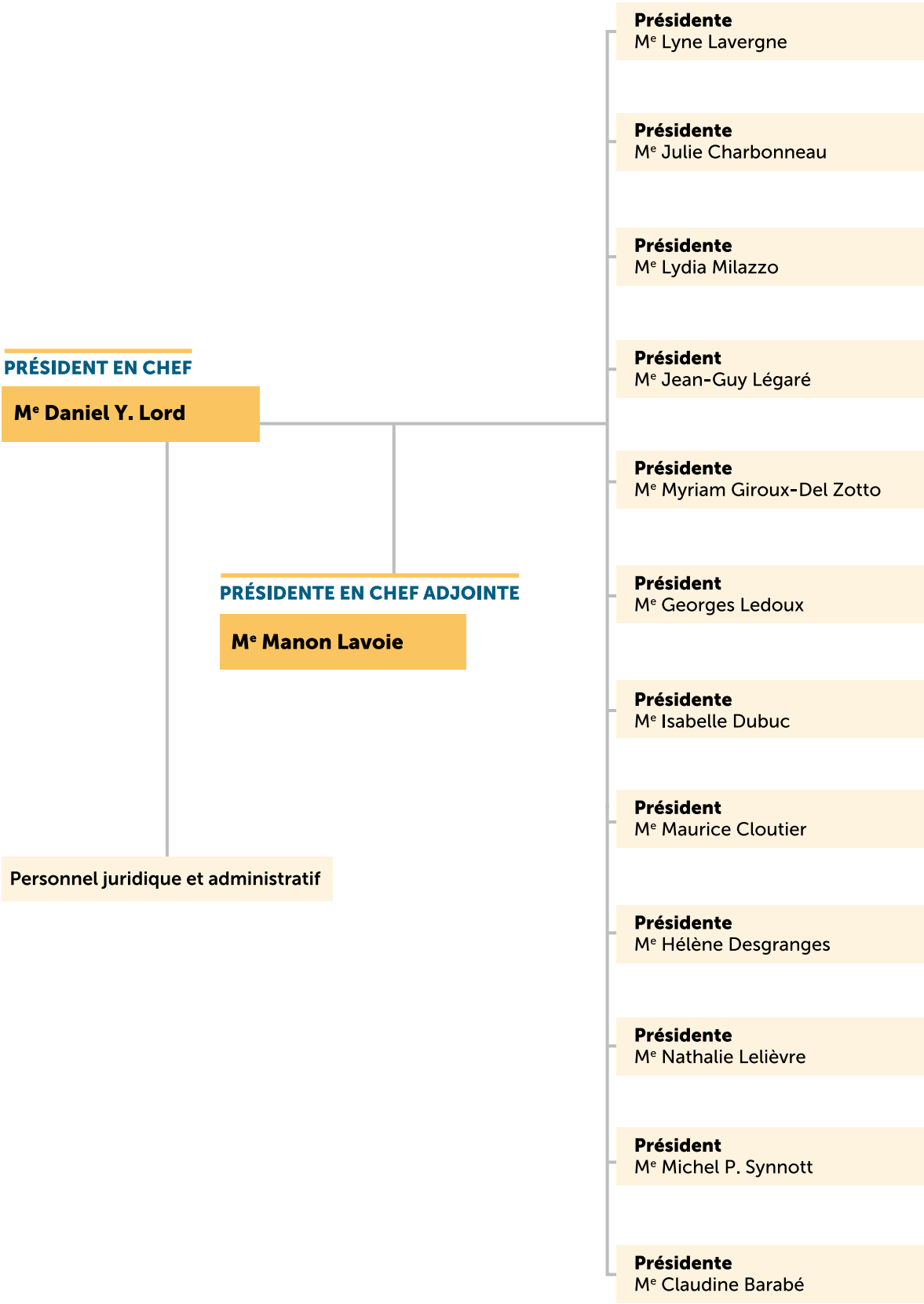
Valeurs



Port d'attache

Le BPCD est situé au 500, boulevard René-Lévesque Ouest, 6^e étage, bureau 6.300, à Montréal.

Organigramme au 31 mars 2024



SOMMAIRE DES RÉSULTATS 2023-2024



569

DÉCISIONS

85 % dans les 90 jours
67 % dans les 60 jours



790

JOURS D'AUDITION

91 % des plaintes
entendues virtuellement



361

NOUVELLES PLAINTES

84 % syndic
13 % plaignant privé
3 % syndic ad hoc



152

JOURS (DÉLAI MOYEN
POUR FIXER AUDITION)

7 mois en moyenne
de la signification de la
plainte à la décision sur
culpabilité et sanction

Décisions	Nombre		Délai moyen délibéré (jours)
Culpabilité	83	▶	74
Sanction	137	▶	74
Culpabilité et sanction	203	▶	36
Requête	123	▶	33
Article 149.1	11	▶	66
Article 151 – Révision des déboursés	4	▶	4
Article 122.0.1	4	▶	2
Article 161	1	▶	81
Article 161.0.1	3	▶	13

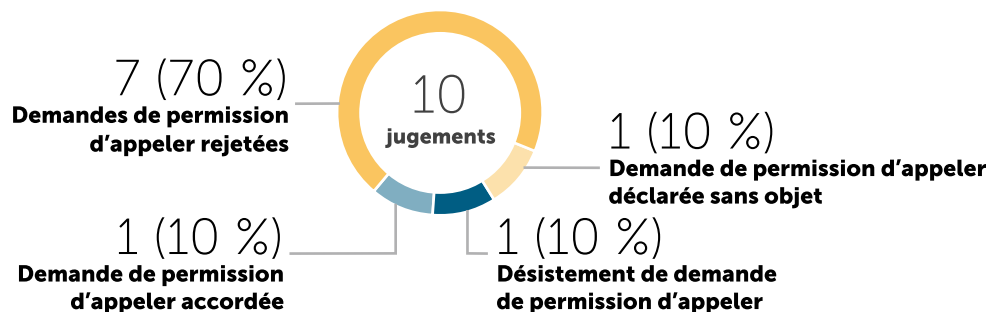
**71 %
des plaintes**

pour lesquelles une
décision au fond a été
rendue en 2023-2024
ont fait l'objet d'un
plaidoyer de culpabilité.

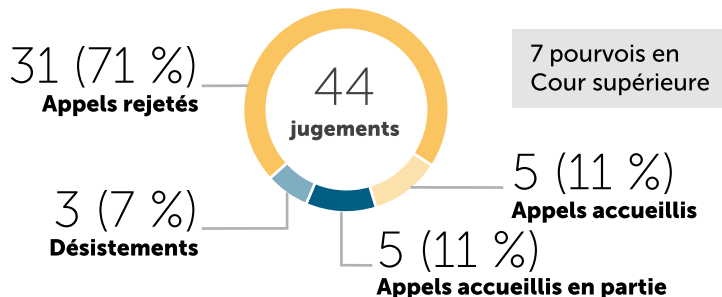
**86 %
des plaidoyers
de culpabilité**

résultent d'une
recommandation
conjointe des parties
sur sanction.

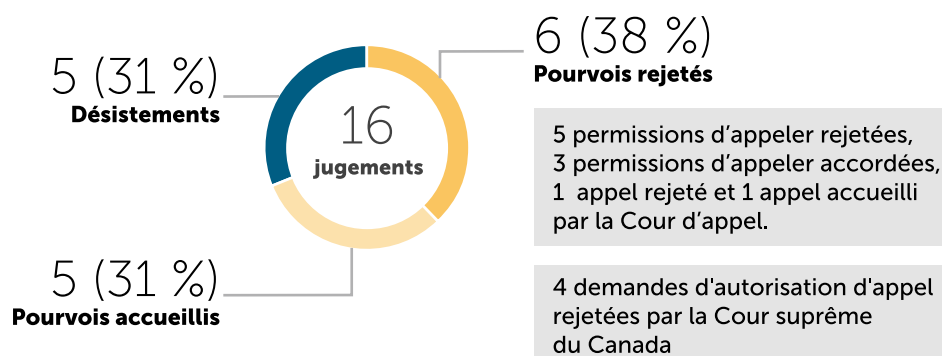
Jugements du Tribunal des professions sur demandes de permission d'appeler



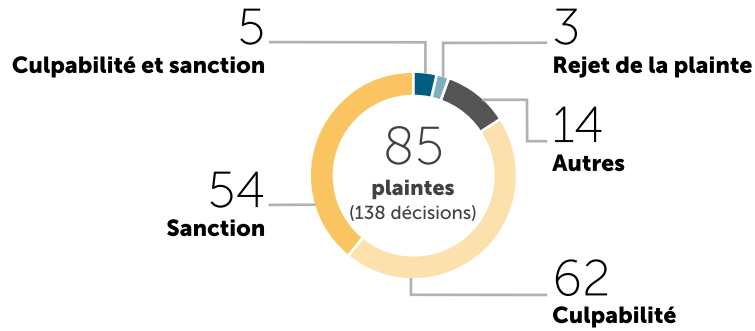
Jugements du Tribunal des professions sur appels des décisions au fond



Jugements de la Cour supérieure



Décisions portées en appel au Tribunal des professions



Décisions faisant l'objet d'un pourvoi en Cour supérieure



Directives institutionnelles

Pour les consulter : <https://bpcd.opq.gouv.qc.ca/bureau-des-presidents-des-conseils-de-discipline>

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DÉTAILLÉS 2023-2024

Plaintes

Lorsqu'une plainte comporte plusieurs chefs d'infraction dont les catégories des natures sont différentes, une seule catégorie est identifiée en fonction du chef le plus grave ou le plus représentatif des reproches formulés. Ainsi, les informations mentionnées ci-après ne sont pas exhaustives, mais donnent un bon aperçu des catégories des natures des plaintes déposées.

Nouvelles plaintes	Nombre
Acupuncteurs	10
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	3
Infractions d'entrave	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	6
Agronomes	8
Infractions liées à la qualité des services professionnels	8
Architectes	2
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2
Arpenteurs-géomètres	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1
Audioprothésistes	2
Infractions liées au comportement du professionnel	2
Barreau	46
Actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité de la profession (article 59.2)	1
Condamnations (article 149.1)	1
Infractions à caractère économique	6
Infractions d'entrave	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	12
Infractions liées au comportement du professionnel	25
Chimistes	1
Infractions liées au comportement du professionnel	1
Chiropraticiens	7
Infractions d'entrave	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	5
Infractions liées au comportement du professionnel	1
Comptables professionnels agréés	27
Condamnations (article 149.1)	2
Infractions à caractère économique	2
Infractions d'entrave	2
Infractions liées à la qualité des services professionnels	14
Infractions liées au comportement du professionnel	6
Infractions techniques et administratives	1
Conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés	3
Infractions d'entrave	2
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1

Nouvelles plaintes (suite)	Nombre
Criminologues	1
Infractions liées au comportement du professionnel	1
Dentistes	12
Actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité de la profession (article 59.2)	1
Infractions à caractère économique	2
Infractions d'entrave	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	7
Infractions liées au comportement du professionnel	1
Denturologistes	4
Infractions liées à la qualité des services professionnels	4
Diététistes-nutritionnistes	5
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1
Infractions d'entrave	1
Infractions liées à la publicité	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2
Ergothérapeutes	5
Infractions d'entrave	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2
Infractions liées au comportement du professionnel	1
Infractions liées au non-respect d'une décision	1
Évaluateurs agréés	2
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2
Hygiénistes dentaires	2
Infractions d'entrave	1
Infractions liées au comportement du professionnel	1
Infirmières et infirmiers	16
Condamnations (article 149.1)	2
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	2
Infractions liées à la qualité des services professionnels	4
Infractions liées au comportement du professionnel	7
Infractions techniques et administratives	1
Infirmières et infirmiers auxiliaires	16
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	2
Infractions d'entrave	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	4
Infractions liées au comportement du professionnel	8
Infractions punissables de cinq ans d'emprisonnement ou plus (article 122.0.1)	1
Ingénieurs	20
Actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité de la profession (article 59.1.1)	1
Infractions d'entrave	2
Infractions liées à la qualité des services professionnels	14
Infractions liées au comportement du professionnel	1
Infractions liées au non-respect d'une décision	1
Infractions punissables de cinq ans d'emprisonnement ou plus (article 122.0.1)	1

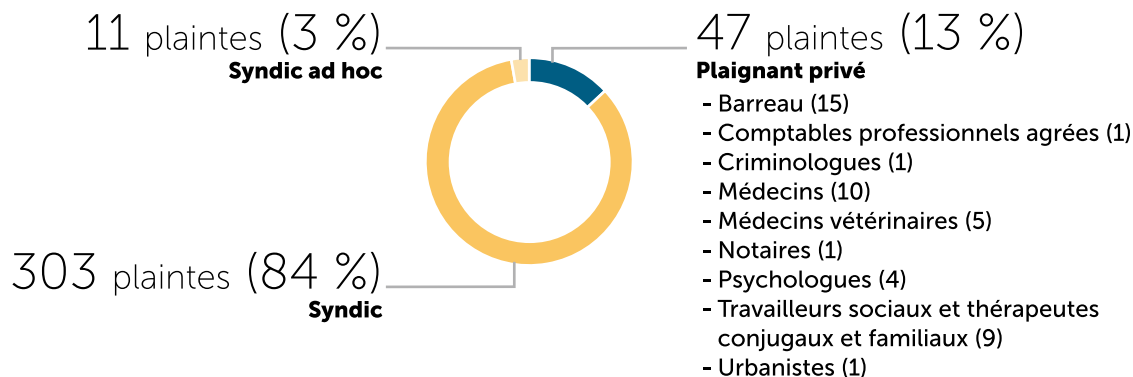
Nouvelles plaintes (suite)	Nombre
Ingénieurs forestiers	3
Infractions liées à la qualité des services professionnels	3
Inhalothérapeutes	2
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2
Médecins	38
Actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité de la profession (article 59.2)	1
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	2
Infractions d'entrave	3
Infractions liées à la qualité des services professionnels	22
Infractions liées au comportement du professionnel	10
Médecins vétérinaires	7
Infractions liées à la qualité des services professionnels	7
Notaires	19
Infractions à caractère économique	3
Infractions d'entrave	3
Infractions liées à la qualité des services professionnels	6
Infractions liées au comportement du professionnel	4
Infractions techniques et administratives	3
Opticiens d'ordonnances	5
Infractions d'entrave	2
Infractions liées à la publicité	2
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1
Optométristes	5
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1
Infractions liées à la publicité	2
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2
Orthophonistes et audiologistes	2
Infractions d'entrave	2
Pharmaciens	21
Infractions liées à la qualité des services professionnels	15
Infractions liées au comportement du professionnel	6
Physiothérapie	5
Infractions liées à la qualité des services professionnels	3
Infractions liées au comportement du professionnel	2
Podiatres	2
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1
Infractions liées au comportement du professionnel	1
Psychoéducateurs et psychoéducatrices	5
Infractions à caractère économique	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2
Infractions liées au comportement du professionnel	2

Nouvelles plaintes (suite)	Nombre
Psychologues	16
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	3
Infractions à caractère sexuel envers des tiers	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	7
Infractions liées au comportement du professionnel	4
Infractions liées au non-respect d'une décision	1
Sexologues	3
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1
Infractions d'entrave	1
Infractions liées au comportement du professionnel	1
Technologistes médicaux	1
Infractions d'entrave	1
Technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale	3
Infractions liées au comportement du professionnel	3
Technologues professionnels	2
Infractions à caractère économique	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	31
Actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité de la profession (article 59.1.1)	1
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	4
Infractions d'entrave	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	17
Infractions liées au comportement du professionnel	5
Infractions punissables de cinq ans d'emprisonnement ou plus (article 122.0.1)	2
Infractions techniques et administratives	1
Urbanistes	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1
Total	361

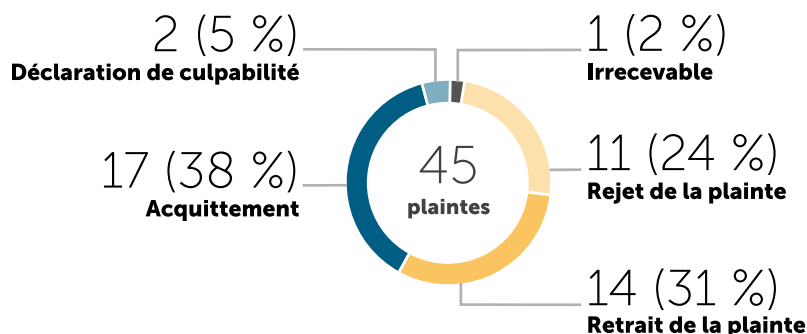
Requêtes en radiation provisoire, suspension ou limitation provisoire*	Nombre
Acupuncteurs	4
Architectes	1
Barreau	1
Comptables professionnels agréés	1
Ergothérapeutes	1
Infirmières et infirmiers auxiliaires	2
Ingénieurs	1
Opticiens d'ordonnances	1
Pharmaciens	1
Psychoéducateurs et psychoéducatrices	1
Psychologues	2
Sexologues	1
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	3
Total	20

* Incluant les requêtes en vertu de l'article 122.0.1.

Provenance des plaintes

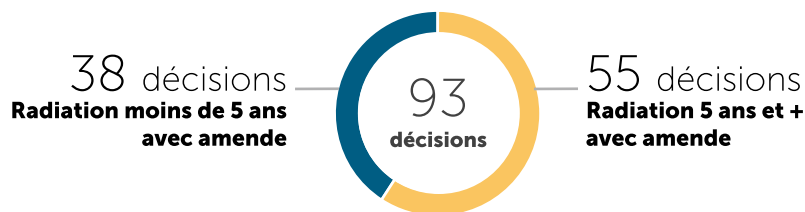


Plaintes portées par des plaignants privés pour lesquelles une décision a été rendue au cours de l'année financière 2023-2024



Plaintes à caractère sexuel en vertu de l'article 59.1 du *Code des professions* ou acte de même nature

Sanctions imposées à la suite d'un verdict de culpabilité en vertu de l'article 59.1 du *Code des professions* ou acte de même nature du 8 juin 2017 au 31 mars 2024



Sanctions imposées à la suite d'un verdict de culpabilité en vertu de l'article 59.1 du Code des professions ou acte de même nature du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024	Nombre
Acupuncteurs	1
Radiation 7 ans et amende de 5 000 \$	1
Infirmières et infirmiers	2
Radiation 30 mois et amende de 2 500 \$	1
Radiation 6 ans et amende de 2 500 \$	1
Infirmières et infirmiers auxiliaires	1
Radiation 2 ans et amende de 2 500 \$	1
Médecins	5
Radiation 7 ans et amende de 5 000 \$	1
Radiation 3 ans, amende de 2 500 \$ et limitation permanente	1
Radiation 7 ans et amende de 2 500 \$	1
Radiation 4 ans, amende de 5 000 \$ et limitation permanente	1
Radiation 4 ans et amende de 2 500 \$	1
Physiothérapie	2
Radiation 5 ans et amende de 2 500 \$	1
Radiation 4 ans et amende de 2 500 \$	1
Psychologues	1
Radiation 4 ans et amende de 5 000 \$	1
Technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale	1
Radiation 5 ans et amende de 2 500 \$	1
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	2
Radiation 5 ans et amende de 2 500 \$	2
Total	15

Auditions

Le BPCD a tenu **790 jours** d'audition relativement au traitement de **496 plaintes** au cours de l'année financière 2023-2024.

Jours d'audition par nature des plaintes	Nombre de jours	Nombre de plaintes	Jours d'audition par catégorie							
			Culpabilité	Sanction	Culpabilité et sanction	Requête	149.1	151	122.0.1	161
Acupuncteurs	10	6								
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	8	4	►		1	6				1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	2	►		2					
Agronomes	1	1								
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	1	►		1					
Architectes	7	3								
Infractions liées à la qualité des services professionnels	5	2	►		1	4				
Infractions liées au comportement du professionnel	2	1	►			2				
Arpenteurs-géomètres	4	2								
Infractions d'entrave	1	1	►	1						
Infractions liées à la qualité des services professionnels	3	1	►	3						

Jours d'audition par nature des plaintes (suite)	Nombre de jours	Nombre de plaintes	Jours d'audition par catégorie								
			Culpabilité	Sanction	Culpabilité et sanction	Requête	149.1	151	122.0.1	161	161.0.1
Audioprothésistes	2	2									
Infractions liées au comportement du professionnel	2	2	►			1	1				
Barreau	145	74									
Condamnations (article 149.1)	3	2	►					3			
Infractions à caractère économique	40	15	►	7	8	4	21				
Infractions d'entrave	7	3	►	1	6						
Infractions liées à la qualité des services professionnels	33	20	►	9	3	8	13				
Infractions liées au comportement du professionnel	62	34	►	39	5	4	14				
Chimistes	6	1									
Infractions liées au comportement du professionnel	6	1	►	4	2						
Chiropraticiens	4	3									
Infractions d'entrave	2	1	►	1			1				
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	2	►		1		1				
Comptables professionnels agréés	41	27									
Condamnations (article 149.1)	3	2	►		1		1	1			
Infractions à caractère économique	2	2	►				2				
Infractions d'entrave	6	5	►		1	4	1				
Infractions liées à la qualité des services professionnels	19	13	►	3	1	10	5				
Infractions liées au comportement du professionnel	11	5	►	3	2	1	5				
Conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés	3	2									
Infractions liées au comportement du professionnel	3	2	►	1	1		1				
Conseillers et conseillères d'orientation	6	3									
Infractions d'entrave	1	1	►			1					
Infractions liées à la qualité des services professionnels	5	2	►	3		2					
Dentistes	73	26									
Infractions à caractère économique	10	4	►	4	0	2	4				
Infractions d'entrave	1	1	►	1							
Infractions liées à la qualité des services professionnels	59	20	►	34	4	15	6				
Infractions liées au comportement du professionnel	3	1	►			1	2				
Denturologistes	3	2									
Infractions liées à la qualité des services professionnels	3	2	►	1		1	1				
Diététistes-nutritionnistes	8	5									
Infractions d'entrave	1	1	►			1					
Infractions liées à la publicité	1	1	►			1					
Infractions liées à la qualité des services professionnels	6	3	►	3	1	2					
Ergothérapeutes	13	5									
Infractions d'entrave	2	1	►	2							
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	1	►			1					
Infractions liées à la tenue des dossiers	2	1	►			2					
Infractions liées au comportement du professionnel	7	1	►	5			2				
Infractions liées au non-respect d'une décision	1	1	►			1					

Jours d’audition par nature des plaintes (suite)	Nombre de jours	Nombre de plaintes	Jours d’audition par catégorie								
			Culpabilité	Sanction	Culpabilité et sanction	Requête	149.1	151	122.0.1	161	161.0.1
Évaluateurs agréés	1	1									
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	1	►				1				
Hygiénistes dentaires	1	1									
Infractions liées au comportement du professionnel	1	1	►			1					
Infirmières et infirmiers	38	23									
Condamnations (article 149.1)	8	5	►				1	6			1
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	3	3	►		1	1					1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	2	►			2					
Infractions liées au comportement du professionnel	18	11	►	9	3	6					
Infractions techniques et administratives	7	2	►	5		1	1				
Infirmières et infirmiers auxiliaires	31	20									
Condamnations (article 149.1)	1	1	►					1			
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	5	2	►		4	1					
Infractions d’entrave	3	2	►			1	2				
Infractions liées à la qualité des services professionnels	6	4	►	2		2	2				
Infractions liées au comportement du professionnel	14	10	►	6		6	2				
Infractions punissables de cinq ans d’emprisonnement ou plus (article 122.0.1)	2	1	►				1			1	
Ingénieurs	36	31									
Actes dérogatoires à l’honneur et à la dignité de la profession (article 59.1.1)	2	1	►			2					
Condamnations (article 149.1)	2	2	►					2			
Infractions à caractère économique	1	2	►			1					
Infractions d’entrave	1	1	►			1					
Infractions liées à la publicité	1	1	►			1					
Infractions liées à la qualité des services professionnels	24	20	►	7	1	14	2				
Infractions liées au comportement du professionnel	3	3	►			2	1				
Infractions punissables de cinq ans d’emprisonnement ou plus (article 122.0.1)	2	1	►							2	
Ingénieurs forestiers	3	2									
Infractions liées à la qualité des services professionnels	3	2	►	2		1					
Médecins	50	32									
Actes dérogatoires à l’honneur et à la dignité de la profession (article 59.2)	1	1	►			1					
Infractions à caractère économique	2	1	►	2							
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	8	7	►	1	4	2			1		
Infractions d’entrave	3	3	►	1		2					
Infractions liées à la qualité des services professionnels	11	9	►	2	1	5	2		1		
Infractions liées à la tenue des dossiers	3	1	►				3				
Infractions liées au comportement du professionnel	22	10	►	8	2	2	9		1		
Médecins vétérinaires	15	7									
Infractions liées à la qualité des services professionnels	11	6	►	7	2	2					
Infractions liées au non-respect d’une décision	4	1	►	3			1				

Jours d'audition par nature des plaintes (suite)			Jours d'audition par catégorie								
			Culpabilité	Sanction	Culpabilité et sanction	Requête	149.1	151	122.0.1	161	161.0.1
			Nombre de jours	Nombre de plaintes							
Notaires			40	24							
Infractions à caractère économique			14	5	► 9	1	2	2			
Infractions d'entrave			12	6	► 3	3	4	2			
Infractions liées à la qualité des services professionnels			8	7	►	1	5	2			
Infractions liées au comportement du professionnel			1	1	►		1				
Infractions techniques et administratives			5	5	►		5				
Opticiens d'ordonnances			7	5							
Infractions d'entrave			2	1	►		1	1			
Infractions liées à la publicité			3	3	►		3				
Infractions liées au comportement du professionnel			2	1	► 1			1			
Optométristes			9	6							
Infractions liées à la publicité			3	2	►		1	2			
Infractions liées à la qualité des services professionnels			3	3	►		3	0			
Infractions liées au comportement du professionnel			3	1	► 1	1		1			
Orthophonistes et audiologistes			1	1							
Infractions liées à la qualité des services professionnels			1	1	►	1					
Pharmaciens			70	96							
Infractions à caractère économique			8	1	► 5	1		2			
Infractions d'entrave			1	1	►		1				
Infractions liées à la publicité			1	1	►		1				
Infractions liées à la qualité des services professionnels			23	18	► 7		16				
Infractions liées au comportement du professionnel			37	75	► 10	15	6	6			
Physiothérapie			15	8							
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)			10	3	► 7	3					
Infractions liées à la qualité des services professionnels			3	3	►		2	1			
Infractions liées au comportement du professionnel			1	1	►		1				
Infractions techniques et administratives			1	1	►		1				
Podiatres			2	2							
Infractions d'entrave			1	1	►		1				
Infractions liées à la qualité des services professionnels			1	1	►		1				
Psychoéducateurs et psychoéducatrices			8	6							
Infractions à caractère économique			1	1	►		1				
Infractions liées à la qualité des services professionnels			2	2	►		2				
Infractions liées au comportement du professionnel			5	3	►			5			
Psychologues			49	21							
Infractions à caractère économique			5	1	► 4			1			
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)			11	5	► 7		2	2			
Infractions d'entrave			2	1	► 1	1					
Infractions liées à la qualité des services professionnels			25	11	► 14	2	3	6			
Infractions liées au comportement du professionnel			4	2	►		4				
Infractions liées au non-respect d'une décision			2	1	► 1			1			

Jours d'audition par nature des plaintes (suite)	Nombre de jours	Nombre de plaintes	Jours d'audition par catégorie								
			Culpabilité	Sanction	Culpabilité et sanction	Requête	149.1	151	122.0.1	161	161.0.1
Sages-femmes	1	1									
Infractions liées au comportement du professionnel	1	1	►		1						
Sexologues	12	3									
Infractions à caractère économique	5	1	►	4	1						
Infractions d'entrave	6	1	►	2	2	2					
Infractions liées au comportement du professionnel	1	1	►		1						
Technologues médicaux	1	1									
Infractions d'entrave	1	1	►		1						
Technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale	8	3									
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	5	1	►	3	1	1					
Infractions liées au comportement du professionnel	3	2	►		2	1					
Technologues professionnels	3	3									
Infractions à caractère économique	1	1	►		1						
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	2	►		2						
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	63	37									
Actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité de la profession (article 59.1.1)	3	1	►		2	1					
Infractions à caractère économique	13	1	►	13							
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	4	4	►		1	2					1
Infractions d'entrave	3	3	►		1	2					
Infractions liées à la qualité des services professionnels	20	16	►	3	3	8	6				
Infractions liées au comportement du professionnel	14	9	►	4		6	4				
Infractions punissables de cinq ans d'emprisonnement ou plus (article 122.0.1)	5	2	►			3			2		
Infractions techniques et administratives	1	1	►		1						
Total	790	496	► 278	93	220	174	13	3	5	1	3

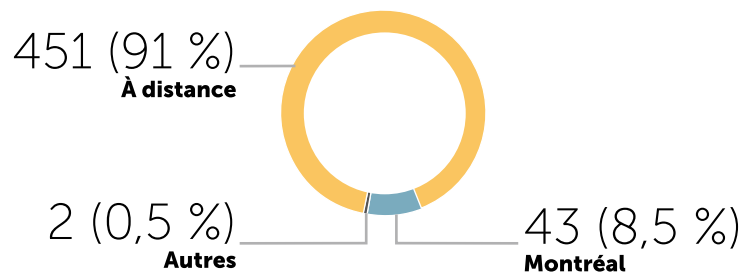
« 0 » signifie que cette plainte a été entendue le même jour par le même président à la suite d'une autre plainte ou qu'il s'agit d'une audition commune dont la journée a déjà été comptabilisée.

Lieu et mode des auditions

L'article 137 du *Code des professions* prévoit qu'un conseil de discipline peut siéger partout au Québec. Les auditions virtuelles ayant été utilisées avec succès durant la pandémie, le BPCD a adopté ce mode de fonctionnement de façon permanente. Ainsi, la majorité des auditions procèdent à distance à la grande satisfaction des parties. Les auditions en salle sont toutefois possibles sur demande lorsque les circonstances s'y prêtent.

Répartition des plaintes selon le lieu et le mode des auditions	À distance	Montréal	Autres	Total
Acupuncteurs	6			6
Agronomes	1			1
Architectes	3			3
Arpenteurs-géomètres	2			2
Audioprothésistes	2			2
Barreau	55	18	1	74

Répartition des plaintes selon le lieu et le mode des auditions (suite)	À distance	Montréal	Autres	Total
Chimistes		1		1
Chiropraticiens	3			3
Comptables professionnels agréés	25	2		27
Conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés	2			2
Conseillers et conseillères d'orientation	3			3
Dentistes	22	4		26
Denturologistes	1		1	2
Diététistes-nutritionnistes	5			5
Ergothérapeutes	5			5
Évaluateurs agréés	1			1
Hygiénistes dentaires	1			1
Infirmières et infirmiers	22	1		23
Infirmières et infirmiers auxiliaires	20			20
Ingénieurs	29	2		31
Ingénieurs forestiers	2			2
Médecins	24	8		32
Médecins vétérinaires	7			7
Notaires	24			24
Opticiens d'ordonnances	5			5
Optométristes	6			6
Orthophonistes et audiologistes	1			1
Pharmaciens	96			96
Physiothérapie	7	1		8
Podiatres	2			2
Psychoéducateurs et psychoéducatrices	6			6
Psychologues	16	5		21
Sages-femmes	1			1
Sexologues	3			3
Technologistes médicaux	1			1
Technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale	3			3
Technologues professionnels	3			3
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	36	1		37
Total	451	43	2	496



Remises

En vertu de l'article 139.1 du *Code des professions*, le président du Conseil de discipline, ou le président en chef, accorde une remise de l'audition si les circonstances le justifient.

Remises accordées	Nombre
Acupuncteurs	5
Architectes	1
Audioprothésistes	1
Barreau	19
Chiropraticiens	2
Comptables professionnels agréés	9
Dentistes	5
Diététistes-nutritionnistes	3
Ergothérapeutes	1
Huissiers	2
Infirmières et infirmiers	10
Infirmières et infirmiers auxiliaires	3
Ingénieurs	11
Ingénieurs forestiers	1
Médecins	7
Médecins vétérinaires	2
Notaires	15
Opticiens d'ordonnances	4
Optométristes	4
Pharmaciens	2
Physiothérapie	1
Podiatres	1
Psychologues	3
Sexologues	3
Technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale	1
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	10
Total	126

Conférences de gestion

Le président en chef, en collaboration avec les secrétaires des conseils de discipline, fixe la première date d'audition de toutes les plaintes lors de conférences de gestion en s'assurant que l'audition commence dans les meilleurs délais.

Conférences de gestion du président en chef	Nombre de conférences	Nombre de plaintes
Acupuncteurs	13	8
Agronomes	10	6
Architectes	3	2



Conférences de gestion du président en chef (suite)	Nombre de conférences	Nombre de plaintes
Arpenteurs-géomètres	1	1
Audioprothésistes	3	2
Barreau	62	49
Chimistes	3	2
Chiropraticiens	6	6
Comptables professionnels agréés	36	23
Conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés	6	4
Conseillers et conseillères d'orientation	5	3
Dentistes	28	16
Denturologistes	1	1
Diététistes-nutritionnistes	10	6
Ergothérapeutes	7	5
Évaluateurs agréés	2	2
Hygiénistes dentaires	1	1
Infirmières et infirmiers	21	19
Infirmières et infirmiers auxiliaires	19	14
Ingénieurs	49	26
Ingénieurs forestiers	6	3
Inhalothérapeutes	1	1
Médecins	51	37
Médecins vétérinaires	3	8
Notaires	27	23
Opticiens d'ordonnances	3	3
Optométristes	7	6
Orthophonistes et audiologistes	1	1
Pharmaciens	31	23
Physiothérapie	12	7
Podiatres	4	2
Psychoéducateurs et psychoéducatrices	5	5
Psychologues	16	15
Sexologues	3	3
Technologistes médicaux	1	1
Technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale	4	4
Technologues professionnels	3	3
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	34	24
Urbanistes	1	1
Total	499	366

L'article 143.2 du *Code des professions* prévoit que le président du Conseil de discipline peut, d'office ou sur demande des parties, tenir une conférence de gestion lorsque les circonstances entourant la plainte le justifient en raison notamment de sa complexité ou de la durée de l'audience. Il est alors convenu d'un calendrier des échéances ainsi que des moyens pour simplifier et faciliter le déroulement de l'instruction de la plainte afin d'abréger la durée de l'audience.

De plus, les présidents des conseils de discipline procèdent régulièrement à des conférences de gestion avec les parties ou leurs avocats pour régler toute situation qui survient durant l'instance.

Conférences de gestion des présidents	Nombre
Acupuncteurs	5
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	5
Architectes	4
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1
Infractions liées au comportement du professionnel	3
Arpenteurs-géomètres	3
Infractions liées à la qualité des services professionnels	3
Barreau	19
Infractions à caractère économique	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	5
Infractions liées au comportement du professionnel	13
Chiropraticiens	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1
Comptables professionnels agréés	11
Condamnations (article 149.1)	1
Infractions à caractère économique	1
Infractions d'entrave	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	4
Infractions liées au comportement du professionnel	4
Conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés	2
Infractions liées au comportement du professionnel	2
Conseillers et conseillères d'orientation	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1
Dentistes	6
Infractions liées à la qualité des services professionnels	6
Diététistes-nutritionnistes	3
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	2
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1
Ergothérapeutes	5
Infractions liées au comportement du professionnel	5
Évaluateurs agréés	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1



Conférences de gestion des présidents (suite)	Nombre
Infirmières et infirmiers	9
Condamnations (article 149.1)	1
Infractions liées au comportement du professionnel	4
Infractions techniques et administratives	4
Infirmières et infirmiers auxiliaires	4
Infractions liées au comportement du professionnel	4
Ingénieurs	4
Condamnations (article 149.1)	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1
Infractions liées au comportement du professionnel	1
Infractions liées au non-respect d'une décision	1
Médecins	10
Infractions à caractère économique	4
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1
Infractions d'entrave	2
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1
Infractions liées au comportement du professionnel	2
Médecins vétérinaires	6
Infractions liées à la qualité des services professionnels	4
Infractions liées au non-respect d'une décision	2
Notaires	16
Infractions à caractère économique	4
Infractions d'entrave	6
Infractions liées à la qualité des services professionnels	6
Opticiens d'ordonnances	1
Infractions liées au comportement du professionnel	1
Optométristes	3
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1
Infractions liées à la publicité	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1
Pharmaciens	14
Infractions à caractère économique	8
Infractions liées au comportement du professionnel	6
Physiothérapie	4
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	2
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2
Psychoéducateurs et psychoéducatrices	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1
Psychologues	5
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	3
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2

Conférences de gestion des présidents (suite)	Nombre
Sexologues	5
Infractions liées à la qualité des services professionnels	4
Infractions liées au comportement du professionnel	1
Technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale	1
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	19
Infractions à caractère économique	1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	11
Infractions liées au comportement du professionnel	7
Total	163

Décisions

La célérité du traitement des plaintes et du processus décisionnel conjuguée à la qualité et à la cohérence des décisions sont au cœur des préoccupations du BPCD. Rendre les décisions dans les 90 jours de la prise en délibéré, comme mentionné à l'article 154.1 du *Code des professions*, demeure un objectif incontournable à atteindre malgré la complexification des dossiers.

Durant l'année financière 2023-2024, les conseils de discipline présidés par les présidents du BPCD ont rendu un total de 569 décisions, dont 85 % respectant le délai de délibéré de 90 jours. De plus, 67 % des décisions ont été rendues dans les 60 jours de la prise en délibéré.

MISE EN GARDE :

Les données qui suivent présentent le nombre de décisions rendues ainsi que le délai moyen de délibéré par type de décision et selon la nature des plaintes pour chaque ordre professionnel. Le détail du calcul du délai des délibérés n'apparaît cependant pas ci-après, ce qui explique le différentiel entre les résultats indiqués pour chaque ordre professionnel et le délai moyen par type de décision.

Décisions et délais moyens des délibérés	Nombre de décisions		Délai moyen (jours)
Culpabilité	83	►	74
Arpenteurs-géomètres	2		
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	►	76
Infractions liées au comportement du professionnel	1	►	412
Barreau	29		
Infractions à caractère économique	5	►	80
Infractions d'entrave	2	►	114
Infractions liées à la qualité des services professionnels	4	►	48
Infractions liées au comportement du professionnel	18	►	47
Chimistes	1		
Infractions liées au comportement du professionnel	1	►	29
Comptables professionnels agréés	1		
Infractions liées au comportement du professionnel	1	►	50



Décisions et délais moyens des délibérés (suite)	Nombre de décisions	Délai moyen (jours)
Culpabilité (suite)		
Conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés	1	
Infractions liées au comportement du professionnel	1	▶ 16
Dentistes	2	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	▶ 82
Denturologistes	1	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	▶ 57
Diététistes-nutritionnistes	1	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	▶ 90
Ergothérapeutes	2	
Infractions d'entrave	1	▶ 20
Infractions liées au comportement du professionnel	1	▶ 62
Huissiers	1	
Infractions liées au comportement du professionnel	1	▶ 46
Infirmières et infirmiers	5	
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1	▶ 217
Infractions liées au comportement du professionnel	4	▶ 246
Infirmières et infirmiers auxiliaires	3	
Infractions liées au comportement du professionnel	3	▶ 46
Ingénieurs	2	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	▶ 38
Médecins	4	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	▶ 90
Infractions liées au comportement du professionnel	3	▶ 47
Médecins vétérinaires	3	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	▶ 66
Infractions liées au non-respect d'une décision	1	▶ 94
Notaires	4	
Infractions à caractère économique	2	▶ 74
Infractions d'entrave	2	▶ 50
Optométristes	1	
Infractions liées au comportement du professionnel	1	▶ 69
Orthophonistes et audiologistes	1	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	▶ 84
Pharmaciens	4	
Infractions à caractère économique	1	▶ 1
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	▶ 64
Infractions liées au comportement du professionnel	1	▶ 88
Physiothérapie	1	
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1	▶ 189

Décisions et délais moyens des délibérés (suite)	Nombre de décisions		Délai moyen (jours)
Culpabilité (suite)			
Psychologues	7		
Infractions à caractère économique	1	►	56
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	2	►	69
Infractions d'entrave	1	►	133
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	►	59
Infractions liées au non-respect d'une décision	1	►	23
Sexologues	2		
Infractions à caractère économique	1	►	64
Infractions d'entrave	1	►	13
Technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale	1		
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1	►	90
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	4		
Infractions d'entrave	1	►	59
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	►	32
Infractions liées au comportement du professionnel	1	►	64
Sanction	137	►	74
Arpenteurs-géomètres	2		
Infractions d'entrave	1	►	71
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	►	108
Barreau	16		
Infractions à caractère économique	4	►	83
Infractions d'entrave	2	►	38
Infractions liées à la qualité des services professionnels	4	►	28
Infractions liées au comportement du professionnel	6	►	42
Chimistes	2		
Infractions d'entrave	1	►	50
Infractions liées au comportement du professionnel	1	►	30
Chiropraticiens	1		
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	►	62
Comptables professionnels agréés	5		
Condamnations (article 149.1)	1	►	10
Infractions d'entrave	1	►	184
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	►	109
Infractions liées au comportement du professionnel	1	►	31
Conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés	1		
Infractions liées au comportement du professionnel	1	►	25
Dentistes	5		
Infractions d'entrave	1	►	63
Infractions liées à la qualité des services professionnels	4	►	67

Décisions et délais moyens des délibérés (suite)	Nombre de décisions	Délai moyen (jours)
Sanction (suite)		
Dietétistes-nutritionnistes	1	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	▶ 60
Huissiers	1	
Infractions liées au comportement du professionnel	1	▶ 36
Infirmières et infirmiers	4	
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	2	▶ 93
Infractions liées au comportement du professionnel	2	▶ 30
Infirmières et infirmiers auxiliaires	1	
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1	▶ 58
Ingénieurs	2	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	▶ 61
Médecins	6	
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	3	▶ 56
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	▶ 48
Infractions liées au comportement du professionnel	1	▶ 186
Médecins vétérinaires	2	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	▶ 40
Notaires	6	
Infractions à caractère économique	2	▶ 45
Infractions d'entrave	2	▶ 59
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	▶ 15
Infractions techniques et administratives	1	▶ 160
Orthophonistes et audiologistes	1	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	▶ 41
Pharmaciens	66	
Infractions à caractère économique	1	▶ 36
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	▶ 118
Infractions liées au comportement du professionnel	64	▶ 92
Physiothérapie	4	
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	3	▶ 71
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	▶ 59
Psychoéducateurs et psychoéducatrices	1	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	▶ 47
Psychologues	2	
Condamnations (article 149.1)	1	▶ 44
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	▶ 118
Sexologues	2	
Infractions à caractère économique	1	▶ 11
Infractions d'entrave	1	▶ 29

Décisions et délais moyens des délibérés (suite)	Nombre de décisions	Délai moyen (jours)
Sanction (suite)		
Technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale	1	
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1	► 59
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	5	
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1	► 13
Infractions d'entrave	1	► 25
Infractions liées à la qualité des services professionnels	3	► 23
Culpabilité et sanction	203	► 36
Acupuncteurs	2	
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1	► 21
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	► 46
Agronomes	1	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	► 3
Architectes	1	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	► 66
Audioprothésistes	1	
Infractions liées au comportement du professionnel	1	► 5
Barreau	16	
Infractions à caractère économique	2	► 45
Infractions liées à la qualité des services professionnels	9	► 44
Infractions liées au comportement du professionnel	5	► 45
Chiropraticiens	1	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	► 41
Comptables professionnels agréés	16	
Infractions à caractère économique	1	► 115
Infractions d'entrave	4	► 34
Infractions liées à la qualité des services professionnels	10	► 35
Infractions liées au comportement du professionnel	1	► 14
Conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés	1	
Infractions liées au comportement du professionnel	1	► 86
Conseillers et conseillères d'orientation	3	
Infractions d'entrave	1	► 62
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	► 31
Dentistes	16	
Infractions à caractère économique	3	► 60
Infractions liées à la qualité des services professionnels	12	► 44
Infractions liées au comportement du professionnel	1	► 7
Denturologistes	1	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	► 26

Décisions et délais moyens des délibérés (suite)	Nombre de décisions	Délai moyen (jours)
Culpabilité et sanction (suite)		
Diététistes-nutritionnistes	3	
Infractions d'entrave	1	▶ 46
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	▶ 12
Ergothérapeutes	3	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	▶ 7
Infractions liées à la tenue des dossiers	1	▶ 38
Infractions liées au non-respect d'une décision	1	▶ 6
Hygiénistes dentaires	1	
Infractions liées au comportement du professionnel	1	▶ 6
Infirmières et infirmiers	10	
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1	▶ 23
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	▶ 58
Infractions liées au comportement du professionnel	6	▶ 47
Infractions techniques et administratives	1	▶ 6
Infirmières et infirmiers auxiliaires	10	
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1	▶ 6
Infractions d'entrave	1	▶ 80
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	▶ 48
Infractions liées au comportement du professionnel	6	▶ 54
Ingénieurs	20	
Infractions à caractère économique	1	▶ 16
Infractions d'entrave	1	▶ 2
Infractions liées à la publicité	1	▶ 2
Infractions liées à la qualité des services professionnels	14	▶ 26
Infractions liées au comportement du professionnel	3	▶ 29
Ingénieurs forestiers	2	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	▶ 55
Médecins	8	
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	2	▶ 65
Infractions d'entrave	1	▶ 2
Infractions liées à la qualité des services professionnels	3	▶ 6
Infractions liées au comportement du professionnel	2	▶ 52
Médecins vétérinaires	3	
Infractions liées à la qualité des services professionnels	3	▶ 61
Notaires	12	
Infractions à caractère économique	1	▶ 47
Infractions d'entrave	2	▶ 28
Infractions liées à la qualité des services professionnels	5	▶ 66
Infractions techniques et administratives	4	▶ 37

Décisions et délais moyens des délibérés (suite)	Nombre de décisions		Délai moyen (jours)
Culpabilité et sanction (suite)			
Opticiens d'ordonnances	5		
Infractions d'entrave	1	►	27
Infractions liées à la publicité	3	►	6
Infractions liées au comportement du professionnel	1	►	89
Optométristes	3		
Infractions liées à la publicité	1	►	8
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	►	3
Pharmaciens	25		
Infractions d'entrave	1	►	16
Infractions liées à la publicité	1	►	13
Infractions liées à la qualité des services professionnels	17	►	23
Infractions liées au comportement du professionnel	6	►	36
Physiothérapie	4		
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	►	48
Infractions liées au comportement du professionnel	1	►	4
Infractions techniques et administratives	1	►	13
Podiatres	2		
Infractions d'entrave	1	►	109
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	►	33
Psychoéducateurs et psychoéducatrices	2		
Infractions à caractère économique	1	►	6
Infractions liées à la publicité	1	►	111
Psychologues	6		
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	2	►	24
Infractions liées à la qualité des services professionnels	3	►	31
Infractions liées au comportement du professionnel	1	►	9
Sages-femmes	1		
Infractions liées au comportement du professionnel	1	►	86
Sexologues	1		
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	►	24
Technologistes médicaux	1		
Infractions d'entrave	1	►	4
Technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale	2		
Infractions liées au comportement du professionnel	2	►	20
Technologues professionnels	3		
Infractions à caractère économique	1	►	117
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	►	32



Décisions et délais moyens des délibérés (suite)	Nombre de décisions		Délai moyen (jours)
Culpabilité et sanction (suite)			
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	17		
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	2	►	65
Infractions d'entrave	2	►	14
Infractions liées à la qualité des services professionnels	7	►	33
Infractions liées au comportement du professionnel	5	►	47
Infractions techniques et administratives	1	►	9
Requête	123	►	33
Acupuncteurs	3		
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	3	►	5
Architectes	4		
Infractions liées à la qualité des services professionnels	2	►	80
Infractions liées au comportement du professionnel	2	►	20
Arpenteurs-géomètres	1		
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	►	169
Barreau	39		
Infractions à caractère économique	21	►	22
Infractions d'entrave	1	►	8
Infractions liées à la qualité des services professionnels	6	►	48
Infractions liées au comportement du professionnel	11	►	47
Chiropraticiens	2		
Infractions d'entrave	1	►	23
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	►	9
Comptables professionnels agréés	7		
Infractions liées à la qualité des services professionnels	4	►	67
Infractions liées au comportement du professionnel	3	►	12
Conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés	1		
Infractions liées au comportement du professionnel	1	►	12
Dentistes	9		
Infractions à caractère économique	1	►	76
Infractions liées à la qualité des services professionnels	7	►	38
Infractions liées au comportement du professionnel	1	►	1
Denturologistes	1		
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	►	43
Ergothérapeutes	1		
Infractions liées au comportement du professionnel	1	►	9
Évaluateurs agréés	1		
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	►	15
Infirmières et infirmiers	1		
Infractions liées au comportement du professionnel	1	►	90

Décisions et délais moyens des délibérés (suite)	Nombre de décisions		Délai moyen (jours)
Requête (suite)			
Infirmières et infirmiers auxiliaires	5		
Infractions d'entrave	1	►	9
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	►	50
Infractions liées au comportement du professionnel	2	►	54
Infractions punissables de cinq ans d'emprisonnement ou plus (article 122.0.1)	1	►	1
Ingénieurs	4		
Infractions liées à la qualité des services professionnels	3	►	67
Infractions punissables de cinq ans d'emprisonnement ou plus (article 122.0.1)	1	►	3
Médecins	10		
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1	►	7
Infractions liées à la qualité des services professionnels	4	►	67
Infractions liées à la tenue des dossiers	1	►	66
Infractions liées au comportement du professionnel	4	►	54
Médecins vétérinaires	1		
Infractions liées au non-respect d'une décision	1	►	45
Notaires	2		
Infractions d'entrave	1	►	6
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	►	24
Optométristes	1		
Infractions liées au comportement du professionnel	1	►	11
Pharmaciens	5		
Infractions liées au comportement du professionnel	5	►	21
Physiothérapie	1		
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	►	7
Psychoéducateurs et psychoéducatrices	4		
Infractions liées au comportement du professionnel	4	►	23
Psychologues	9		
Infractions à caractère économique	1	►	29
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1	►	14
Infractions liées à la qualité des services professionnels	6	►	22
Infractions liées au non-respect d'une décision	1	►	13
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	11		
Actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité de la profession (article 59.1.1)	1	►	1
Infractions à caractère économique	1	►	5
Infractions liées à la qualité des services professionnels	4	►	9
Infractions liées au comportement du professionnel	2	►	78
Infractions punissables de cinq ans d'emprisonnement ou plus (article 122.0.1)	3	►	1

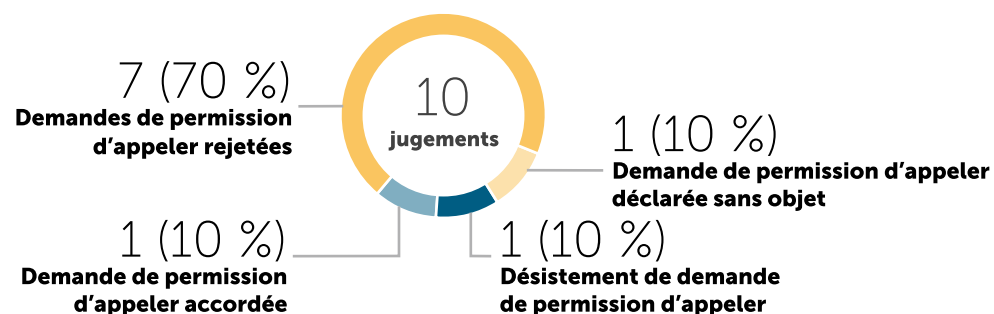
Décisions et délais moyens des délibérés (suite)	Nombre de décisions		Délai moyen (jours)
Article 149.1	11	►	66
Barreau	1		
Condamnations (article 149.1)	1	►	39
Comptables professionnels agréés	1		
Condamnations (article 149.1)	1	►	5
Infirmières et infirmiers	5		
Condamnations (article 149.1)	5	►	53
Infirmières et infirmiers auxiliaires	2		
Condamnations (article 149.1)	2	►	150
Ingénieurs	1		
Condamnations (article 149.1)	1	►	73
Technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale	1		
Condamnations (article 149.1)	1	►	49
Article 151 – Révision des déboursés	4	►	4
Barreau	1		
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	►	4
Médecins	3		
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1	►	7
Infractions liées à la qualité des services professionnels	1	►	6
Infractions liées au comportement du professionnel	1	►	1
Article 122.0.1	4	►	2
Infirmières et infirmiers auxiliaires	1		
Infractions punissables de cinq ans d'emprisonnement ou plus (article 122.0.1)	1	►	2
Ingénieurs	1		
Infractions punissables de cinq ans d'emprisonnement ou plus (article 122.0.1)	1	►	4
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	2		
Infractions punissables de cinq ans d'emprisonnement ou plus (article 122.0.1)	2	►	2
Article 161	1	►	81
Infirmières et infirmiers	1		
Condamnations (article 149.1)	1	►	81
Article 161.0.1	3	►	13
Acupuncteurs	1		
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1	►	8
Infirmières et infirmiers	1		
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1	►	12
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	1		
Infractions à caractère sexuel (article 59.1 et Code de déontologie)	1	►	21

Catégories des requêtes ayant fait l'objet d'une décision	Nombre de requêtes
Moyens préliminaires (précisions, rejet d'expertise, etc.)	25
Radiation ou limitation provisoire	12
Récusation	10
Rejet de la plainte / Arrêt des procédures	23
Retrait de la plainte	15
Autres	38
Total	123

Décisions en appel

Jugements du Tribunal des professions sur demandes de permission d'appeler et désistements

Ordre professionnel	Nature de la décision	Appelant	Résultat
Barreau	Récusation	Intimé	Demande de permission d'appeler rejetée le 20 novembre 2023
	Récusation et arrêt des procédures	Intimé	Demande de permission d'appeler rejetée le 26 mars 2024
Chiropraticiens	Récusation	Intimé	Demande de permission d'appeler accordée le 29 février 2024
Dentistes	Précisions	Intimé	Demande de permission d'appeler rejetée le 28 novembre 2023
	Précisions	Intimé	Demande de permission d'appeler rejetée le 28 novembre 2023
Denturologistes	Récusation	Intimé	Demande de permission d'appeler rejetée le 28 août 2023
Médecins	Rejet de la plainte et arrêt des procédures	Intimé	Demande de permission d'appeler rejetée le 31 octobre 2023
	Gestion	Plaignant privé	Demande de permission d'appeler rejetée le 31 octobre 2023
Psychologues	Rejet d'expertise	Syndic	Désistement de la demande de permission d'appeler le 11 août 2023
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	Précisions	Intimé	Demande de permission d'appeler déclarée sans objet le 9 janvier 2024
Total	7 demandes de permission d'appeler rejetées, 1 déclarée sans objet, 1 accordée et 1 désistement		

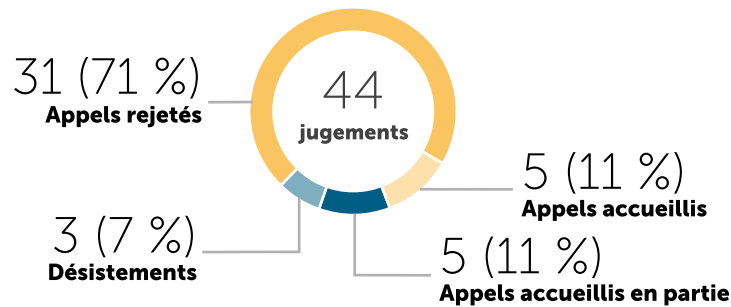


Jugements du Tribunal des professions sur appels des décisions au fond et désistements

Ordre professionnel	Nature de la décision	Appelant	Résultat	Pourvois en Cour supérieure
Arpenteurs-géomètres	Rejet de la plainte	Plaignant privé	Rejeté le 13 mars 2024	
Audioprothésistes	• Culpabilité • Sanction • Arrêt des procédures	Intimé (culpabilité et arrêt des procédures) et syndic (sanction)	Rejeté le 13 juin 2023 (intimé et syndic)	
	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Rejeté le 21 avril 2023	
	Rejet de la plainte	Plaignant privé	Rejeté le 23 mai 2023	
	Culpabilité	Plaignant privé	Rejeté le 26 mai 2023	
	• Culpabilité • Sanction	Intimé (culpabilité et sanction) et syndic (sanction)	Rejeté le 19 juin 2023 (intimé et syndic) sauf pour modifier la répartition des déboursés	
Barreau	• Culpabilité • Sanction	Intimé et syndic	Accueilli en partie (syndic) et rejeté (intimé) le 5 septembre 2023	
	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Rejeté le 17 novembre 2023	
	Culpabilité	Intimé	Accueilli le 20 novembre 2023	
	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Rejeté le 9 janvier 2024	
	Culpabilité	Plaignant privé	Rejeté le 6 mars 2024	
	Culpabilité	Plaignant privé	Rejeté le 6 mars 2024	
Chiropraticiens	Culpabilité et sanction	Intimé	Accueilli le 12 septembre 2023	
	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Accueilli en partie le 1 ^{er} mars 2024	► Intimé
	Culpabilité et sanction	Syndic	Rejeté le 5 avril 2023	
Comptables professionnels agréés	Sanction	Intimé	Rejeté le 21 juin 2023	
	Culpabilité	Syndic	Rejeté le 12 septembre 2023	
	Culpabilité et sanction	Intimé	Rejeté le 13 octobre 2023	► Intimé
	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Rejeté le 29 janvier 2024	
Dentistes	• Culpabilité • Sanction	Intimé (culpabilité) et syndic (sanction)	Accueilli en partie (syndic) et rejeté (intimé) le 19 juin 2023	
	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Désistement le 24 août 2023	
Infirmières et infirmiers	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Rejeté le 17 mai 2023	
Ingénieurs	Rejet de la plainte	Plaignant privé	Rejeté le 8 juin 2023	► Plaignant privé
	• Arrêt des procédures • Culpabilité • Sanction	Intimé	Rejeté le 23 mai 2023	► Intimé
	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Rejeté le 2 juin 2023	
	Rejet de la plainte	Plaignant privé	Rejeté le 5 juin 2023	
	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Accueilli en partie le 19 juin 2023	
	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Accueilli le 29 septembre 2023	
Médecins	Culpabilité	Syndic	Rejeté le 29 septembre 2023	
	Radiation provisoire	Intimé	Accueilli le 31 janvier 2024	
	• Culpabilité • Sanction	Intimé (culpabilité et sanction) et syndic (sanction)	Rejeté le 31 janvier 2024 (intimé et syndic)	
	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Accueilli sur sanction et rejeté sur culpabilité le 5 mars 2024	► Intimé
	Culpabilité	Intimé	Rejeté le 28 mars 2024	

Jugements du Tribunal des professions sur appels des décisions au fond et désistements (suite)

Ordre professionnel	Nature de la décision	Appelant	Résultat	Pourvois en Cour supérieure
Médecins vétérinaires	Culpabilité et sanction	Intimé	Désistement le 2 novembre 2023	
	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Désistement le 2 novembre 2023	
	• Culpabilité • Sanction	Intimé (culpabilité) et syndic (culpabilité et sanction)	Accueilli en partie (syndic) et rejeté (intimé) le 7 février 2024	
Notaires	Culpabilité et sanction	Intimé	Rejeté le 24 novembre 2023	
	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Rejeté le 27 février 2024	
Opticiens d'ordonnances	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Rejeté le 28 juin 2023	
Optométristes	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Rejeté le 14 avril 2023	
Pharmaciens	Culpabilité et sanction	Intimé	Rejeté le 21 avril 2023	► Intimé
	Sanction	Intimé	Rejeté le 7 février 2024	► Intimé
Psychologues	• Culpabilité • Sanction	Intimé (culpabilité et sanction) et syndic (sanction)	Rejeté le 29 juin 2023 (intimé et syndic)	
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Rejeté le 17 novembre 2023	
Total	31 appels rejetés, 5 appels accueillis, 5 appels accueillis en partie et 3 désistements			7 pourvois



Appels au Tribunal des professions des décisions des conseils de discipline

Ordre professionnel	Nature de la décision	Appelant
Arpenteurs-géomètres	Sanction	Intimé
	Rejet de la plainte	Plaignant privé
Barreau	Culpabilité	Syndic
	Récusation	Intimé
	Inhabilité	Intimé
	• Culpabilité • Sanction	Intimé
	Culpabilité et sanction	Intimé
	Culpabilité	Plaignant privé
	Culpabilité	Plaignant privé
	Culpabilité	Plaignant privé
	• Culpabilité • Sanction	Intimé
	Culpabilité	Intimé
	Culpabilité et sanction	Intimé
	Récusation et arrêt des procédures	Intimé
	Réouverture	Intimé
	Irrecevabilité et arrêt des procédures	Intimé (deux plaintes)
Chiropraticiens	Récusation	Intimé
Comptables professionnels agréés	• Culpabilité • Sanction	Intimé
	• Culpabilité • Sanction	Intimé
Conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés	• Culpabilité • Sanction	Intimé
	• Culpabilité • Sanction	Intimé
	Précisions	Intimé
	Précisions	Intimé
Dentistes	• Culpabilité • Sanction	Intimé
	Culpabilité et sanction	Intimé
	• Culpabilité • Sanction	Intimé (culpabilité et sanction) et syndic (sanction)
Denturologistes	Récusation	Intimé
Infirmières et infirmiers auxiliaires	Culpabilité et sanction	Intimé
	• Culpabilité • Sanction	Intimé
Médecins	• Culpabilité • Sanction • Dissolution du Conseil	Intimé
	• Culpabilité • Sanction	Intimé
	• Rejet de la plainte • Gestion	Plaignant privé
	Rejet de la plainte et arrêt des procédures	Intimé
Médecins vétérinaires	• Culpabilité • Sanction	Intimé
Notaires	Sanction	Syndic
	Culpabilité et sanction	Intimé
Pharmaciens	Culpabilité	Intimé
	Culpabilité	Intimé
	• Culpabilité • Sanction (40 plaintes réunies)	Intimé

Appels au Tribunal des professions des décisions des conseils de discipline (suite)

Ordre professionnel	Nature de la décision	Appelant
Physiothérapie	Culpabilité	Intimé
Psychoéducateurs et psychoéducatrices	Homologation d'entente et irrecevabilité	Syndic
Psychologues	Rejet d'expertise	Syndic
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	Précisions	Intimé
	Culpabilité	Intimé
	Culpabilité	Syndic
Total	138 décisions relativement à 85 plaintes dont 40 plaintes réunies	

Jugements de la Cour supérieure et désistements

Ordre professionnel	Nature de la décision	Appelant	Résultat	Jugements de la Cour d'appel	Appel devant la Cour suprême du Canada
Audioprothésistes	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Accueilli en partie le 12 mai 2023	Permission d'appeler rejetée le 24 août 2023 (intimé)	
	• Culpabilité • Sanction	Plaignant privé	Désistement le 19 avril 2023		
Barreau	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Rejeté le 20 juin 2023	Permission d'appeler rejetée le 18 août 2023 (intimé)	Demande d'autorisation d'appel rejetée le 21 mars 2024 (intimé)
	Moyens préliminaires	Intimé	Rejeté le 12 février 2024		
	• Culpabilité • Sanction • Culpabilité et sanction (7 plaintes)	Intimé	Jugement antérieur	Appel rejeté le 23 mai 2023 (intimé - permission d'appeler rejetée le 17 janvier 2022 sauf pour la question constitutionnelle)	Demande d'autorisation d'appel rejetée le 14 mars 2024 (intimé)
	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Rejeté le 9 janvier 2024	Permission d'appeler rejetée le 18 mars 2024 (intimé)	
Chiropraticiens	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Rejeté le 5 juin 2023		
Dentistes	Objection	Intimé	Jugement antérieur	Jugement antérieur	Demande d'autorisation d'appel rejetée le 9 novembre 2023 (intimé)
Médecins	Culpabilité et sanction	Intimé	Jugement antérieur	Appel accueilli le 13 septembre 2023 (intimé)	
	Rejet de la plainte	Intimé	Jugement antérieur	Permission d'appeler accordée le 13 avril 2023 (intimé)	
	Sanction	Syndic	Rejeté le 5 juin 2023		
	• Arrêt des procédures • Culpabilité • Sanction	Intimé	Accueilli le 16 novembre 2023		
	Rejet de la plainte et arrêt des procédures	Intimé	Désistement le 22 novembre 2023		

Jugements de la Cour supérieure et désistements (suite)

Ordre professionnel	Nature de la décision	Appelant	Résultat	Jugements de la Cour d'appel	Appel devant la Cour suprême du Canada
Médecins vétérinaires	Culpabilité	Intimé	Rejeté le 20 juin 2023		
	Nullité de la plainte	Intimé	Désistement le 23 octobre 2023		
Notaires	• Réouverture d'enquête • Culpabilité • Sanction	Intimé	Jugement antérieur	Jugement antérieur	Demande d'autorisation d'appel rejetée le 25 mai 2023 (intimé)
	• Culpabilité • Sanction	Intimé et syndic	Accueilli en partie le 20 juin 2023 (intimé) et rejeté (syndic)	Permission d'appeler accordée le 30 août 2023 (syndic)	
Pharmaciens	• Désaveu • Rejet d'expertise	Intimé	Accueilli le 5 juin 2023	Permission d'appeler accordée le 14 septembre 2023 (syndic)	
	Objection	Intimé	Désistement le 26 janvier 2024		
Psychologues	Rejet d'expertise	Syndic	Désistement le 29 septembre 2023		
	• Culpabilité • Sanction	Intimé	Jugement antérieur	Permission d'appeler rejetée le 4 mai 2023 (intimé)	
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	Objection	Syndic	Accueilli le 11 décembre 2023	Permission d'appeler rejetée le 12 février 2024 (intimé)	
Total			6 pourvois rejetés, 5 accueillis et 5 désistements	5 permissions d'appeler rejetées, 3 permissions d'appeler accordées, 1 appel rejeté et 1 appel accueilli	4 demandes d'autorisation d'appel rejetées

Pourvois en contrôle judiciaire devant la Cour supérieure des décisions des conseils de discipline

Ordre professionnel	Nature de la décision	Appelant
Barreau	Moyens préliminaires	Intimé
	Culpabilité	Intimé
	Délai de signification d'assignments à comparaître	Intimé
	• Inhabilité • Cassation d'une assignation à comparaître	Intimé
	Réunion de plaintes	Intimé
	• Gestion d'instance • Récusation • Rétractation de jugement	Intimé
	• Réouverture • Irrecevabilité • Rejet demande irrecevabilité • Révocation du statut d'intervenant • Suspension d'instance	Intimé
	• Arrêt des procédures • Déclinatoire compétence	Intimé
Médecins	Rejet de la plainte et arrêt des procédures	Intimé
Psychologues	Rejet d'expertise	Syndic
Total	18 décisions relativement à 7 plaintes	

Temps consacré aux instances

Fixation du premier jour d'audience

Le délai moyen entre la signification de la plainte et le premier jour d'audition fixé est de 152 jours.

Délai moyen entre la signification de la plainte et le premier jour d'audition fixé	Nombre de jours
Acupuncteurs	84
Agronomes	117
Architectes	194
Arpenteurs-géomètres	148
Audioprothésistes	147
Barreau	118
Chimistes	294
Chiropraticiens	158
Comptables professionnels agréés	140
Conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés	208
Conseillers et conseillères d'orientation	118
Dentistes	208
Denturologistes	133
Diététistes-nutritionnistes	173
Ergothérapeutes	91
Évaluateurs agréés	109
Hygiénistes dentaires	66
Infirmières et infirmiers	113
Infirmières et infirmiers auxiliaires	122
Ingénieurs	167
Ingénieurs forestiers	182
Médecins	157
Médecins vétérinaires	189
Notaires	148
Opticiens d'ordonnances	121
Optométristes	213
Pharmaciens	202
Physiothérapie	174
Podiatres	164
Psychoéducateurs et psychoéducatrices	102
Psychologues	176
Sages-femmes	116
Sexologues	162
Technologistes médicaux	125
Technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale	100
Technologues professionnels	146
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	151
Délai moyen entre la signification de la plainte et le premier jour d'audition fixé	152

Durée des instances

Il importe que le processus disciplinaire se déroule dans un délai raisonnable afin que le public soit protégé. Un fonctionnement efficace du système de justice disciplinaire contribue à maintenir la confiance de la population et des professionnels.

Délai moyen entre la signification de la plainte et la décision sur culpabilité*	Nombre de mois
Arpenteurs-géomètres	12
Barreau	11
Chimistes	15
Comptables professionnels agréés	9
Conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés	7
Dentistes	26
Denturologistes	6
Diététistes-nutritionnistes	16
Ergothérapeutes	6
Huissiers	7
Infirmières et infirmiers	14
Infirmières et infirmiers auxiliaires	16
Ingénieurs	7
Médecins	10
Médecins vétérinaires	17
Notaires	14
Optométristes	22
Orthophonistes et audiologistes	8
Pharmaciens	18
Physiothérapie	22
Psychologues	13
Sexologues	18
Technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale	8
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	9
Délai moyen entre la signification de la plainte et la décision sur culpabilité	13

* Le calcul du délai moyen ne comprend pas les plaintes signifiées avant la création du BPCD, soit le 13 juillet 2015.

Délai moyen entre la signification de la plainte et la décision sur culpabilité et sanction*	Nombre de mois
Acupuncteurs	7
Agronomes	4
Architectes	6
Audioprothésistes	5
Barreau	6
Chiropraticiens	21
Comptables professionnels agréés	7
Conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés	7
Conseillers et conseillères d'orientation	7

Délai moyen entre la signification de la plainte et la décision sur culpabilité et sanction* (suite)	Nombre de mois
Dentistes	9
Diététistes-nutritionnistes	6
Ergothérapeutes	5
Hygiénistes dentaires	2
Infirmières et infirmiers	6
Infirmières et infirmiers auxiliaires	7
Ingénieurs	6
Ingénieurs forestiers	7
Médecins	6
Médecins vétérinaires	16
Notaires	9
Opticiens d'ordonnances	5
Optométristes	7
Pharmaciens	9
Physiothérapie	8
Podiatres	8
Psychoéducateurs et psychoéducatrices	5
Psychologues	7
Sages-femmes	7
Sexologues	5
Technologistes médicaux	4
Technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale	4
Technologues professionnels	7
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	7
Délai moyen entre la signification de la plainte et la décision sur culpabilité et sanction	7

* Le calcul du délai moyen ne comprend pas les plaintes ayant fait l'objet d'un sursis.

Délai moyen entre la signification de la plainte et la décision sur sanction*	Nombre de mois
Arpenteurs-géomètres	27
Barreau	21
Chimistes	23
Chiropraticiens	14
Comptables professionnels agréés	26
Conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés	12
Dentistes	29
Diététistes-nutritionnistes	19
Huissiers	23
Infirmières et infirmiers	16
Infirmières et infirmiers auxiliaires	46
Ingénieurs	29
Médecins	28



Délai moyen entre la signification de la plainte et la décision sur sanction* (suite)	Nombre de mois
Médecins vétérinaires	22
Notaires	17
Orthophonistes et audiologistes	14
Pharmaciens	47
Physiothérapie	21
Psychoéducateurs et psychoéducatrices	18
Psychologues	15
Sexologues	21
Technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale	13
Travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux	15
Délai moyen entre la signification de la plainte et la décision sur sanction	34

* Le calcul du délai moyen ne comprend pas les plaintes retournées au Conseil de discipline par le Tribunal des professions pour sanction ni celles ayant fait l'objet d'un sursis.

Délai moyen entre la signification de la plainte et la décision en vertu de l'article 149.1 du Code des professions	Nombre de mois
Barreau	12
Comptables professionnels agréés	7
Infirmières et infirmiers	8
Infirmières et infirmiers auxiliaires	14
Ingénieurs	6
Technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale	6
Délai moyen entre la signification de la plainte et la décision en vertu de l'article 149.1 du Code des professions	9

OBJECTIFS DE GESTION

Le président en chef du BPCD expose ci-après ses objectifs de gestion 2024-2025 suivant l'article 115.8 du Code des professions.

Faits saillants

Exercice financier 2023-2024	Exercice financier 2022-2023
85 % des 569 décisions rendues dans les 90 jours	80 % des 538 décisions rendues dans les 90 jours
67 % de celles-ci dans les 60 jours	58 % de celles-ci dans les 60 jours
790 jours d'audition — 91 % des plaintes entendues virtuellement	841 jours d'audition — 95 % des plaintes entendues virtuellement
361 nouvelles plaintes 84 % syndic 13 % plaignant privé 3 % syndic ad hoc	333 nouvelles plaintes 82 % syndic 17 % plaignant privé 1 % syndic ad hoc
152 jours — délai moyen pour fixer première journée d'audition	155 jours — délai moyen pour fixer première journée d'audition
499 conférences de gestion tenues par la présidence	450 conférences de gestion tenues par la présidence

ENJEU 1 : LA CÉLÉRITÉ DU TRAITEMENT DES PLAINTES

Contexte lié à l'enjeu

Suivant l'article 139 du *Code des professions*, le président en chef, en collaboration avec ses collègues du BPCD et les secrétaires des conseils de discipline des ordres professionnels, doit s'assurer que l'audience débute dans un délai raisonnable. À moins de circonstances particulières, celle-ci doit débiter dans les 120 jours de la signification de la plainte.

Depuis les derniers exercices financiers, le délai moyen pour fixer la première journée d'audition est d'environ 150 jours.

Le président en chef, en collaboration avec les secrétaires des conseils de discipline de chacun des 46 ordres professionnels, procède à des conférences de gestion avec les parties pour chacune des plaintes reçues afin de fixer le premier jour d'audition dans les meilleurs délais.

Ces conférences de gestion sont fixées à la suite de la signification des plaintes.

Pour l'exercice financier 2023-2024, la présidence du BPCD a tenu 499 conférences de gestion de ce type, en hausse de 10 % par rapport à l'année précédente.

Bien que le système informatique de gestion du BPCD génère des alertes envoyées à différents intervalles indiquant le délai écoulé depuis la signification de la plainte contribuant ainsi à la célérité du traitement des plaintes et de la mise au rôle, il faut faire plus et mieux.

L'effort collectif est essentiel à la célérité du traitement des plaintes.

C'est pour cette raison que le président en chef favorise les échanges avec tous les intervenants afin de partager les objectifs du BPCD et de connaître les préoccupations de chacun et discuter ensemble des solutions à apporter.

Le président en chef entend participer activement aux différentes rencontres organisées par le Conseil interprofessionnel du Québec (CIQ), avec le forum des secrétaires des conseils de discipline et les membres des conseils de discipline. Il entend intensifier ses échanges avec le comité sur le droit disciplinaire et professionnel du Barreau du Québec.

Objectif Pour les trois prochains exercices financiers, réduire de 5 % le délai moyen pour fixer au rôle la première journée d'audition des plaintes.

Axes d'intervention

- Axe I** S'assurer que la divulgation de la preuve par le plaignant est contemporaine à la signification de la plainte.
- Axe II** Évaluer l'opportunité de joindre à la plainte un avis contenant la date de la tenue d'une conférence de gestion par le président en chef.
- Axe III** Proposer aux différents intervenants du droit disciplinaire un formulaire de plainte uniforme pour les plaignants privés.
- Axe IV** Créer un groupe de travail composé de secrétaires de conseils de discipline pour réviser nos méthodes de travail et améliorer la célérité du traitement des plaintes.

ENJEU 2 : LA CÉLÉRITÉ ET LA QUALITÉ DU PROCESSUS DÉCISIONNEL

Contexte lié à l'enjeu

En juillet 2015, le BPCD est constitué au sein de l'Office des professions.

La mise en place d'un nouveau cadre de gestion des plaintes disciplinaires avait comme objectif prioritaire de remédier aux dysfonctionnements relevés antérieurement dans le traitement de celles-ci.

Le nouveau cadre a permis une réduction des délais de traitement des plaintes, d'assurer une meilleure efficacité des mécanismes disciplinaires et d'améliorer la cohérence ainsi que la qualité des décisions.

Pour l'exercice financier 2023-2024, 85 % des décisions du BPCD respectent le délai de 90 jours prévu à l'article 154.1 du *Code des professions*. Cette proportion doit augmenter dans les prochains exercices financiers.

Objectif Au cours des trois prochains exercices financiers, respecter le délai de 90 jours de la prise en délibéré à la signature de la décision pour 95 % des dossiers.

Axes d'intervention

- Axe I Utiliser davantage les pouvoirs de gestion prévus au *Code des professions* pour simplifier, faciliter et accélérer le déroulement de l'instruction de la plainte.
- Axe II Analyser l'opportunité de rendre certaines décisions du conseil de discipline sur procès-verbal.
- Axe III Mettre en place un plan de gestion des effectifs permettant une meilleure planification des assignations des dossiers.
- Axe IV Planifier et mettre en œuvre un processus d'appel de candidatures afin d'établir en juin 2025 une nouvelle liste de personnes aptes à être nommées à la fonction de présidente ou président de conseils de discipline au sein du BPCD.
- Axe V Mettre à jour le plan de formation continue des membres du BPCD et en établir un pour son personnel administratif.

ENJEU 3 : CONTRIBUER À LA MODERNISATION DU SYSTÈME PROFESSIONNEL

Contexte lié à l'enjeu

Au cours de l'exercice financier 2023-2024, le BPCD a participé aux travaux de la phase I de la réforme et modernisation du *Code des professions* ayant mené au dépôt à l'Assemblée nationale du projet de loi n° 67 par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor.

Objectif Formuler des propositions novatrices dans le cadre de la phase II de la modernisation du système professionnel.

Axes d'intervention

- Axe I Apporter les changements requis au système de gestion des dossiers en lien avec la modernisation du système professionnel.
- Axe II Confier au président en chef et aux présidentes et présidents siégeant seuls des pouvoirs accrus.
- Axe III Encadrer et accompagner les plaignants privés et gérer la quérulence.
- Axe IV Examiner les méthodes alternatives de gestion d'instance après le dépôt d'une plainte disciplinaire, comme la médiation, la conférence de facilitation et la réunion d'experts.
- Axe V Formuler des modifications à la section VII du chapitre IV du *Code des professions*.

